


<p>VILLE DE</p> <p>CABINET DU MARE</p>  <p>Ramonville Saint-Agne</p>	<p>Séance du CONSEIL MUNICIPAL du 13 MARS 2019</p> <p><u>NOTE À L'ATTENTION DES ÉLU-E-S</u></p>		
	<p><u>AXES:</u></p>	<p><u>ORIENTATIONS:</u></p>	<p><u>MESURES:</u></p>
	<p><u>PROJETS:</u></p>	<p><u>ACTIONS:</u></p>	

Exposé des motifs

La municipalité a pris, dans le cadre des pouvoirs de police du Maire, 2 arrêtés successifs visant à interdire le déploiement généralisé du compteur Linky et afin de respecter les droits individuels des usagers et les libertés publiques relatives au droit de refus de se voir installer un compteur communicant sans accord de l'intéressé.

La commune a engagé une procédure au fond et est accompagnée par une assistance juridique, conformément à la délibération 2018/SEPT/67 relative à la délégation au maire, en vertu de l'article L.2122.22 du Code Général des Collectivités Territoriales, acceptant modification de la liste des domaines d'actions en justice sur les domaines de la « défense des droits et libertés individuelles ».

Cependant et sur la forme, le Tribunal administratif a rejeté les motifs invoqués par les deux arrêtés,

La commune constate les faits ou éléments suivants :

- ENEDIS est une société anonyme à but lucratif, filiale à 100% d'EDF, elle-même société anonyme ;
- La Cour des comptes a montré dans son rapport de février 2018 que le consommateur est pénalisé financièrement par la pose des compteurs Linky ; sur ce point le chapitre « Un dispositif coûteux pour le consommateur mais avantageux pour Enedis » (P°253 et suivantes) est éclairant.
- Nombre d'usagers sont dans l'obligation de demander une augmentation de puissance lors du passage au Linky, la prise en compte par le compteur de la puissance réactive entraîne *de facto* une puissance calculée généralement supérieure, alors que l'utilisation est exactement la même (passage du Kilo Watt au Kilo Volt Ampère). Pour une même installation électrique, les consommateurs courent par conséquent le risque de payer plus cher avec le compteur Linky ;
- Il est possible d'adjoindre un élément technique aux compteurs électroniques blancs classique pour communiquer à ENEDIS la consommation, la courbe de charge, etc., sans devoir installer le compteur

Linky. En effet, le compteur blanc électronique peut effectuer tout ce qu'ENEDIS affirme publiquement pouvoir faire grâce au compteur Linky. Il lui est aussi possible de gérer jusqu'à 10 grilles tarifaires.

Par contre, le compteur électronique blanc ne peut pas intégrer le CPL, lequel dans son évolution G3 intègre le protocole IPV6 qui permet, via le compteur, de prendre le contrôle des appareils électriques raccordés au 220V.

□ ENEDIS propose d'augmenter à distance et sans vérification la puissance souscrite quand les installations font disjoncter le compteur Linky récemment installé ;

□ Un des buts des compteurs Linky est de capter des informations concernant les usagers (matériels électriques, objets connectés, présence et habitudes de consommation, etc) et que certains usagers ne souhaitent pas participer de cette démarche ;

□ Les compteurs d'électricité peuvent être à l'intérieur de l'habitat, ou dehors mais à l'intérieur de la propriété privée ou en limite de propriété. Les personnes dont le compteur est à l'intérieur de l'habitat peuvent refuser l'installation d'un compteur Linky, de même que les personnes dont le compteur se trouve à l'intérieur de leur propriété. Le principe d'égalité est en ce sens rompu quant au fait qu'ENEDIS et ses sous-traitants ne respectent pas le refus exprimé par les habitants de ne pas se voir installer un compteur Linky quand ce dernier se trouve en limite de propriété ;

□ Les statuts du Syndicat Départemental d'Énergie de la Haute-Garonne auprès duquel la commune a délégué uniquement la distribution de l'électricité n'intègrent pas expressément le compteur comme élément de cette délégation (article 2) ;

□ Des citoyens de la commune de Ramonville Saint-Agne ont fait part de façon massive à la municipalité et à ENEDIS de leur refus d'installation du compteur Linky ; plus de 350 courriers de refus ayant été adressés à chacune de ces entités ;

□ ENEDIS devrait impérativement faire signer le consentement à ses clients avant toute captation de leurs données personnelles, conformément au Pack de conformité sur les compteurs communicants résultant des accords avec la CNIL. ENEDIS, filiale à 100 % d'EDF ne peut en aucun cas s'y soustraire . En vertu de l'article R. 341-5 du code de l'énergie «chaque utilisateur des réseaux publics d'électricité à la libre disposition des données relatives à sa production et à sa consommation enregistrées par les dispositifs de comptage ». Cette disposition peut être considérée comme la traduction du droit à l'autodétermination des données personnelles qui consiste, pour les particuliers, à pouvoir décider de l'utilisation et de la communication de leurs données personnelles .

La commune rappelle les principes et considérations suivantes :

□ L'égalité entre les citoyens est une des trois valeurs fondamentales de la République française ;

□ Le Règlement Général Européen sur la protection de données personnelles UE-2016/279 du 27 avril 2016 impose une série d'obligations en matière de recueil et transmissions de données personnelles ;

□ La délibération n° 2012-404 du 15 novembre 2012 de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL) porte des recommandations relatives aux traitements de données de consommation détaillées, collectées par les compteurs communicants et la communication de la CNIL du 30 novembre 2015. Ces documents précisent l'encadrement par la CNIL du droit à l'autodétermination des données personnelles.

En vertu de l'article R. 341-5 du code de l'énergie : « Chaque utilisateur des réseaux publics d'électricité à la libre disposition des données relatives à sa production et à sa consommation enregistrées par les dispositifs de comptage ». Cette disposition peut être considérée comme la traduction du droit à l'autodétermination des données personnelles qui consiste, pour les particuliers, à pouvoir décider de l'utilisation et de la communication de leurs données personnelles.

La société ENEDIS est chargée d'installer de nouveaux compteurs électriques individuels dits « Linky », répondant à des spécifications techniques prévues par l'arrêté du 4 janvier 2012.

En vertu de cet arrêté, ces compteurs doivent « pouvoir mesurer et enregistrer la courbe de mesure, en puissance active, en soutirage selon trois pas de temps : horaire, demi-horaire, de dix minutes ainsi que la valeur maximale de la puissance soutirée ».

Comme l'a reconnu la CNIL dans sa délibération du 15 novembre 2012, cette fonctionnalité constitue la mise en œuvre d'un traitement de données à caractère personnel. Par cette délibération, complétée par une communication du 30 novembre 2015, la CNIL a fixé plusieurs conditions pour que ce traitement de données à caractère personnel par ENEDIS réponde aux exigences de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978, à savoir notamment que :

- L'enregistrement de la courbe de charge soit réalisé, en local, au pas horaire et que cette courbe de charge ne soit conservée qu'un an ;
- La remontée de la courbe de charge dans le système de traitement des données d'ENEDIS ou sa transmission à des tiers, soit faite avec le consentement préalable « libre, éclairé, spécifique » et exprès de l'utilisateur et que ce consentement soit recueilli par le gestionnaire du réseau (ENEDIS) ;
- L'utilisateur soit en mesure de s'opposer à ce stockage en local, par le biais d'une case à cocher, sans avoir à motiver sa décision ;
- L'utilisateur puisse désactiver ce stockage et purger ses données ;
- La collecte et l'analyse de la courbe de charge par ENEDIS ne puissent avoir comme finalité que les nécessités de maintien et de développement du réseau (d'autres finalités sont prévues pour la collecte par les fournisseurs ou les tiers autorisés) et, dans ce cas, que la collecte de la courbe de charge par ENEDIS ne puisse intervenir que lorsque des problèmes d'alimentation ont été détectés ;
- Les personnes soient informées préalablement de la finalité du traitement, des catégories de données traitées, des destinataires des données, et de l'existence d'un droit d'accès, de rectification et d'opposition ainsi que des modalités d'exercice de ce droit ;
- Cette information soit intégrée au contrat d'abonnement et fasse l'objet d'une information spécifique lors de l'installation des compteurs communicants par la remise d'une « plaquette d'information explicative » lors de l'installation des compteurs.

Par ailleurs, la CNIL a recommandé aux responsables du traitement des données (ENEDIS) de réaliser systématiquement des « études d'impact sur la vie privée » avant de déployer des compteurs communicants, et de lui notifier ces études.

Ces exigences s'adressent spécifiquement à ENEDIS, associée aux fournisseurs d'énergie, et leur non-respect peut engager sa responsabilité civile ou pénale.

- Les articles 7 et 8 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne relatif au respect

de la vie privée et familiale et aux données à caractère personnel donne des éléments précis concernant les conditions et modalités de leur respect ;

□ Le règlement sanitaire départemental constitue une obligation prise par toutes les Préfectures sur le territoire national. Au titre de la section 5 relative aux « installations électricité et de gaz, de chauffage, de cuisine et de production d'eau chaude », il est stipulé à l'article 51 que « les modifications conduisant au remplacement ou au renforcement des circuits d'alimentation électrique doivent être conformes aux normes NF C14-100 et C 15-100 ». L'arrêté préfectoral apparaîtrait donc comme directement remis en question si ENEDIS ne respectait pas ces normes.

Objet de la décision

Il sera proposé au conseil municipal d'approuver la délibération composée des articles suivants :

Article 1: Il est demandé à ENEDIS de respecter les devoirs et obligations légales et réglementaires indiquées dans la présente délibération, à savoir notamment le Règlement Sanitaire Départemental, Le Règlement Général Européen sur la protection de données personnelles UE-2016/279 du 27 avril 2016, la délibération n° 2012-404 du 15 novembre 2012 de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL), ainsi que les articles 7 et 8 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne.

Article 2 : Une fois qu'ENEDIS et ses sous-traitants auront remplis leurs obligations, ils pourront poser les compteurs Linky chez les personnes qui en auront accepté l'installation en remplissant le formulaire fourni par la CNIL.

Article 3 : il est interdit à toute entreprise d'ignorer une des trois valeurs des citoyens français, à savoir l'égalité républicaine. Tous les habitants de la commune ont droit à être traités de façon égalitaire quant au choix du compteur d'électricité ; les personnes qui ont le compteur accessible depuis l'espace public ont le droit de refuser le compteur Linky au même titre que les autres habitants de la commune.

Article 4 : Au nom de l'égalité républicaine, il est interdit à ENEDIS ou à ses sous-traitants de remplacer le compteur électrique chez les personnes qui auront refusé l'installation par écrit et cela quelque soit l'emplacement du compteur ou que l'utilisateur soit présent ou absent lors de cette présentation au domicile.

Article 5 : les habitants qui refusent le changement de compteur sont invités à le faire savoir par écrit à ENEDIS, et peuvent le communiquer pour information à la mairie.

Article 6 : A compter de ce jour, les usagers sont fondés à demander à ENEDIS la ré-installation d'un compteur de type analogique 50 Hz aux citoyens chez lesquels un compteur Linky aurait été installé, et ce d'autant plus rapidement qu'ils avaient exprimé leur refus par courrier postal avant l'installation de ce dernier.